



université

MENSUEL ETUDIANT DE LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE - 18^e Année - Juin 1972 - Numéro 175 - 1 Franc

dossier

le retour des utopies

LE MOUVEMENT ROYALISTE EN JUILLET-AOÛT-SEPTEMBRE

16 au 30 Juillet : Camp de formation de base.
29 et 30 Juillet : Session universitaire.
5 au 10 Août : Session des responsables de Fédération.
4 au 6 Août : Première session sur l'Economie.
18 au 20 Août : Deuxième session sur l'Economie.
15 au 31 Août : Quinzaine d'action sur les plages.
2 au 16 Septembre : Session philosophie.

camp royaliste

Véritable « Université d'été », les campeurs y recevront à la fois une formation théorique et doctrinale par les conférences et les cercles d'études et une formation pratique pour toutes les activités utiles au militant d'Action Française. Destiné essentiellement aux militants désireux de recevoir une bonne formation de base, le camp aura un nombre de places strictement limité. L'encadrement sera formé d'un certain nombre de militants chevronnés désignés par la Direction des Etudes qui est placée sous l'autorité de Gérard Leclerc et de Michel Giraud. Le Chef de Camp sera Guy Lemaignan (Orléans), la direction de l'intendance est confiée à Mlle Yolande de Prunelé.

Dates : pour l'encadrement (du samedi 15 Juillet au soir au dimanche 30 Juillet au soir).
Pour les autres participants : du dimanche 16 Juillet dans la journée au dimanche 30 Juillet au soir.

Lieu : le camp se tiendra probablement en Vendée ou en Bretagne.

Conditions : les demandes d'inscriptions doivent nous être adressées à l'avance. L'accès du camp sera refusé à ceux qui n'auront pas rempli cette formalité. Il n'y aura cette année aucune location de matériel au camp. Les campeurs devront donc se procurer à l'avance et par leurs propres moyens : tente, lit de camp, sac de couchage et couverts.

Le prix du séjour est fixé à 240 F. pour toute la durée du camp, pour les inscriptions parvenues avant le 5 Juillet. Passée cette date le prix du séjour est fixé à 260 F.

session universitaire

Elle aura lieu pendant les deux derniers jours du camp (29 et 30 juillet). Chaque Université parisienne et chaque ville universitaire de province sera représentée par une délégation.

Un bilan de l'année universitaire sera établi, ainsi que les orientations de notre action pour la prochaine année.

session cadres

Du 5 au 10 Août, à la rue des Aubiers à Augan près de Ploermel (Morbihan), aura lieu une session réservée aux cadres et dirigeants du mouvement. Un programme détaillé a déjà été adressé à nos cadres. Gérard Leclerc est le responsable de cette session. Pour toutes questions complémentaires se mettre en rapport avec lui.

session philo

La Nouvelle Action Française, parmi les sessions qui seront organisées cet été, propose une session de Philosophie qui sera consacrée à l'épistémologie politique.

Les cours seront les suivants :

- Georges Bernard : Présentation de Bachelard, Canguilhem, Foucault et Lacan.
 - Jean-Marie Bonifay : La problématique althusserienne.
 - Dominique Weiss : Auguste Comte.
 - Philippe Charpentier : Les textes maurrassiens sur la science politique.
 - Gérard Leclerc : Les thèmes philosophiques évoqués dans l'œuvre de Maurras.
- Cette session durera quatre jours et commencera le 2 septembre au soir.
Le responsable est Jean-Marie Bonifay avec lequel les personnes intéressées sont priées de se mettre en contact.
Elle aura lieu rue des Aubiers à Augan près de Ploermel (Morbihan).

sessions économie

Deux sessions sont organisées au mois d'août sur la réflexion économique. Elles sont réservées à des participants ayant une connaissance précise de ces questions.

Il est apparu nécessaire de concentrer nos efforts dans les domaines où la doctrine et la méthode d'A.F. ont le plus de possibilités de contribuer au progrès de la recherche. Ainsi nous n'aborderons pas divers problèmes actuels pourtant passionnants et préoccupants, tels l'organisation monétaire internationale ou la lutte contre l'inflation, car nos compétences y sont fatalement limitées et la part du politique pur en ces matières techniques n'est qu'accessoire.

D'autre part les sujets choisis permettront à la propagande d'A.F. de disposer d'éléments nouveaux venant combler sa plus importante lacune, et ce dès la rentrée. L'inertie et le paternalisme qui caractérisent l'absence de pensée maurrassienne sur les plans économique et social depuis un demi-siècle peuvent devenir un avantage, dans la mesure où une situation radicalement nouvelle nous permet d'élaborer une doctrine radicalement nouvelle, non empiétrée dans le carcan d'une continuité puisant sa source dans les débats du début de l'ère keynésienne.

C'est pourquoi le travail de ces sessions sera de construire le plan de deux DAF correspondants, leur rédaction devant démarrer juste après.

Pour les inscriptions et tous renseignements, écrire à Philippe-Henri Durocher, N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, Paris (1^{er}).

SESSION A : 4, 5 et 6 août.

L'avenir de l'environnement humain.

Principaux thèmes abordés : la croissance. Pays riches et pays pauvres. L'explosion démographique et le contrôle des naissances. L'utilisation des ressources terrestres. La pollution. La futurologie.

SESSION B : 18, 19 et 20 août.

Capital et travail.

Principaux thèmes abordés : la production.



La propriété du capital. La lutte de classes. L'auto-gestion. L'homme et le travail. L'actionnariat et la participation.
Ces deux sessions auront lieu près de Besançon.

quinzaine d'action

La N.A.F. organise durant la deuxième quinzaine d'août un camp de propagande sur les plages du Languedoc.

Son but est de faire connaître le mouvement royaliste par de l'animation sur les plages.

L'implantation de ce camp aura lieu dans un camping de la région.

Un essai de théâtre populaire sur plage sera entrepris.

La responsabilité du camp est confiée à Jean-Pierre Hollender, président de la Fédération Royaliste Dauphiné-Savoie.

Les personnes intéressées sont priées de prendre contact avec lui en écrivant : Jean-Pierre Hollender, N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}.



pour une nouvelle aventure capétienne

Le retour à l'Utopie auquel ce numéro consacre un dossier substantiel, est la marque d'une conscience bouleversée, d'une civilisation tourmentée. Ainsi que l'écrit Francis Bertin : « Aux grandes périodes de bouleversement, l'Utopie resurgit librement, en opposant la cité idéale aux convulsions de la ville terrestre, en glorifiant l'homme créateur d'un réel nouveau ». Connaîtrons-nous les frayeurs de l'an 2000 ? Le vieux millénarisme resurgit toujours sous des visages nouveaux. L'empiriste organisateur sensible aux rythmes de l'histoire ne peut s'étonner, encore moins s'effrayer. La seule chose qui lui importe est de saisir le sens du signe, pour dominer son temps au lieu de le subir.

En pareille conjoncture, il sait qu'il subira l'assaut apparemment contradictoire des « progressistes » et des conservateurs. Les uns et les autres ont cette caractéristique commune d'adorer les idoles. Idole d'un passé mythique auquel on s'accroche désespérément, ou idole d'un futur mythique débarrassé des pesanteurs de l'histoire ? Qu'importe, puisque le culte qui leur est rendu a le même goût d'opium, la même vertu de fuite dans l'irréel, loin de la vie, la vraie.

L'essentiel donc, pour l'empiriste organisateur, est de fuir ces vaines querelles pour s'accrocher aux vrais problèmes. Pierre Debray dans sa communication au premier congrès royaliste universitaire nous faisait part de son agacement face aux clercs tourmentés qui annoncent la mutation à tout instant. Cela ne l'empêchait pas de prendre immédiatement la mesure du grand tournant pris aujourd'hui par nos sociétés.

Qui peut le nier ? En trente ans, c'est-à-dire depuis la seconde guerre mondiale, le monde a changé. Quel historien sagace pourra expliquer l'enchaînement des causes qui nous ont amené là ? Pour ma part, je me contenterai de cette énumération : conflit Moscou-Pékin, insurrection des nationalismes dans le Tiers-Monde, réveil des nationalismes dans l'Europe centrale, Concile Vatican II, démographie galopante, avènement de la société post-industrielle, etc... Cela fait beaucoup de choses pour trois décades.

Dès lors, nul ne peut s'étonner des remises en question fondamentales qui surgissent par-

tout. La Renaissance au XVI^e siècle avait connu pareille fièvre. Mais le tournant à prendre aujourd'hui est encore plus radical, l'ampleur des problèmes à résoudre sans commune mesure avec les difficultés passées.

Ainsi, les Nations Unies organisent à Stockholm une conférence sur l'environnement humain. Comment orienter et maîtriser l'économie, pour que la croissance ne submerge la planète et la rende invivable. Telle est la question posée. De son côté, M. Giscard d'Estaing, qui doit avoir quelques soucis électoraux et ne dédaigne pas les opérations publicitaires où le spectacle est de choix (on laissera l'accordéon au vestiaire pour cette fois) organise au palais de Chaillot un colloque gigantesque sur un sujet identique. Le spectacle n'enlèvera rien à la gravité des thèmes proposés. Les plus grands économistes du monde viendront dire ce qu'ils pensent de l'avenir de l'économie : Galbraith côtoiera Liberman, les libéraux siègeront auprès des marxistes, et les contestataires seront même appelés à la rescousse (aux dernières nouvelles, Marcuse ne viendrait pas).

On peut être sceptique sur les résultats de pareils colloques. Cela n'empêche pas qu'il faudra bien répondre à ces questions qui sont vraies et leur donner des solutions. Alors que certains songent à revenir à une « croissance zéro », on conviendra que quelque chose ne tourne plus rond. Jusqu'ici, il s'agissait d'accroître toujours plus les biens de consommation pour sortir l'humanité de la pénurie. Le dynamisme capitaliste paraissait ainsi bénéfique malgré les injustices qu'il provoquait, dans sa course indéfinie vers une croissance aiguillonnée par le profit. Pourra-t-on continuer dans cette voie sans provoquer de catastrophes ? Cette simple donnée incontestable peut faire réfléchir : les Etats-Unis dont la population équivaut au quinzième de la population du globe, consomment 35 % de ses ressources. Il est permis de s'interroger sur ce qui adviendrait, si toutes les nations parvenaient au même taux de développement économique.

Tandis que des questions capitales se posent, nous en sommes encore chez nous à préparer les élections. Bientôt reviendra la foire, la plus triste des foires où s'empoigneront des

bateleurs qui n'auront rien de drôle. M. Chaban-Delmas nous a donné un avant goût du spectacle avec son discours préalable au vote de confiance de la Chambre des Députés. On pouvait faire bien des reproches à son discours d'il y a trois ans sur la nouvelle société. Du moins avait-il le mérite de poser quelques vrais problèmes. Sa volonté de débloquer la société n'avait rien de dérisoire. En comparaison, son discours de l'autre jour, quelle misère ! De la démagogie et de la plus basse ! L'essentiel se trouvait complètement occulté par le souci immédiat d'appâter l'électeur.

Il faudra bien un jour considérer les choses un peu sérieusement. Ce jour-là, on découvrira que la tâche à accomplir est gigantesque, qu'elle ne pourra se faire en quelques années, qu'il y faudra au contraire l'apport de plus d'une génération. Ainsi la décentralisation dont tout le monde clame la nécessité. En admettant que les conditions institutionnelles et techniques qui la rendent possible soient réunies, personne de sérieux ne croira que quelques dizaines de mois suffiront à liquider la mégapole parisienne ! De même, l'aménagement du territoire, la renaissance de toutes les régions françaises réclameront la durée, la persévérance dans l'effort.

Et l'immense projet d'une économie de la qualité ? Il faudra pour sa réussite un réaménagement complet des structures de la production. Mais cela ne suffira pas. Il faudra encore un consensus populaire favorable, un goût développé non plus pour le gadget ou l'éphémère mais pour le beau, le durable, la perfection.

Garaudy dirait avec raison qu'un projet de civilisation aurait à rectifier la trajectoire actuelle, à réorienter totalement les intelligences et les volontés. Il s'agit sans conteste d'une œuvre gigantesque, pour laquelle le régime actuel comme tous les régimes républicains englués dans leurs mesquineries manifestent la plus irréductible incapacité.

Très simplement, pour réussir le grand tournant, il nous paraît indispensable d'engager une nouvelle aventure capétienne.

Gérard LECLERC

algérie 72

Il y a dix ans, le 1^{er} juillet 1962, un état algérien naissait dans des conditions dramatiques, après une guerre de huit ans. Du jour au lendemain, l'Algérie, qui avait été la principale préoccupation des Français, cessa d'exister pour eux.

Qu'est devenue l'Algérie entre 1962 et 1972 ? Nous voulons tenter de l'expliquer dans cet article qui aurait probablement été incomplet sans l'amicale coopération d'étudiants algériens. Qu'ils en soient ici remerciés.

une naissance difficile

En 1962, le jeune état algérien se trouvait confronté à des tâches difficiles et beaucoup lui prédisaient de sombres lendemains. Il fallait imposer un compromis aux différentes tendances politiques. Il fallait aussi remplacer un million d'Européens, c'est-à-dire la majorité des cadres et des techniciens, qui avaient pris le chemin de l'exil. Et tout ceci n'était qu'un préalable au développement de l'économie algérienne et à la consolidation de l'unité du pays.

Si l'Algérie n'a pas résolu tous ces problèmes, elle n'est pas non plus tombée dans le chaos. Après la brève expérience Ben Bella (1962-65), Boumedienne réussit à conserver le pouvoir et à définir une politique algérienne continue en matière économique et diplomatique.

L'Algérie de 1962 héritait d'équipements administratifs et d'un secteur agricole moderne, quoique dépourvu de cadres : mais ils étaient conçus pour une Algérie française à l'économie étroitement imbriquée à la France. Outre le facteur religieux, le seul facteur d'unité nationale consistait dans la guerre de libération. Jamais n'avait existé un état algérien uni et obéi avant la colonisation française, pas plus qu'une unité linguistique (dialecte arabe, langue berbère ou saharienne).

sous le signe de l'islam...

Pour Boumedienne, forger l'unité de l'Algérie passe par l'affirmation du pays au monde arabe et islamique, premier pas vers l'unité arabe. Le gouvernement met l'accent sur le passé arabe et musulman de l'Algérie, « arabisé » l'enseignement et favorise la construction de mosquées. Cela ne va pas sans difficulté, au moins pour la langue : l'arabe littéraire étant assez éloigné du dialecte algérien, c'est une langue nouvelle que beaucoup sont obligés d'apprendre. Au Sahara, les familles

« ...Il est souhaitable que des relations bilatérales avec la France, aussi bien qu'avec d'autres pays européens, puissent trouver une dimension plus large dans l'établissement d'une coopération multiple dans le cadre de cette aire géographique groupant les riverains de la Méditerranée.

Le gouvernement algérien a toujours milité en faveur de cette politique. La Méditerranée doit retrouver sa vocation de trait d'union entre les peuples, pour être un lieu de convergence pacifique et non un champ de compétition à des fins de domination. L'intérêt de tous est que la Méditerranée revienne aux méditerranéens. Dans ces conditions, toute politique de zone d'influence doit être écartée, les bases et les flottes étrangères définitivement retirées de cette partie du monde, l'une des plus exposées aux fluctuations de la politique internationale... »

Abdelaziz BOUTEFLIKA,

Ministre des Affaires Etrangères de l'Algérie.

(Le Monde diplomatique - Janvier 72)

touareg font tout pour empêcher la scolarisation et l'arabisation de leurs enfants. Il faut aussi créer un vocabulaire technique et scientifique, tâche amorcée par les Egyptiens. Mais si les trois premières années de l'enseignement primaire se déroulent en arabe, il se fait ensuite à la fois en français et en arabe.

Pour entretenir de bonnes relations avec les autres pays arabes, Boumedienne règle pacifiquement les conflits frontaliers avec la Tunisie et le Maroc. Il privilégie l'entente concrète au lieu d'une métaphysique de l'unité. Une seule exception : Alger accuse la Jordanie de trahir le combat palestinien et soutient complètement les organisations de résistance. Au cours du mois de mai 1972, Boumedienne a reçu à Alger les présidents El Sadate (Egypte), Khadafi (Libye) et Bourguiba (Tunisie), signe d'une activité diplomatique intense.

..et de la technique

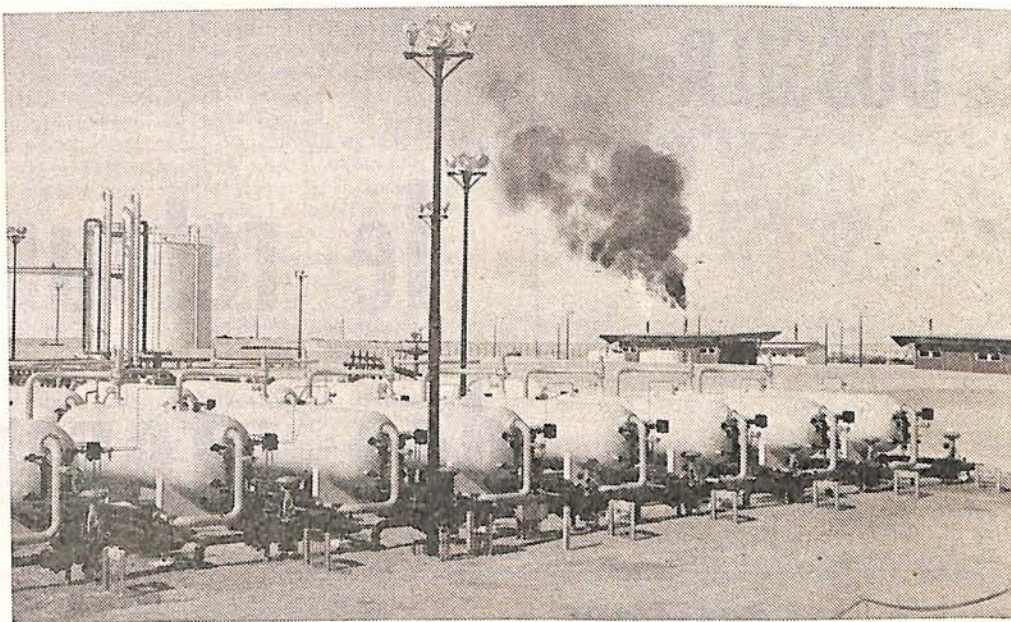
Parallèlement à ce « retour aux sources », l'Algérie cherche à développer rapidement son économie.

L'effort industriel est immense. Le développement est planifié assez soigneusement. Après une période de réorganisation, Boumedienne met en place un pré-plan triennal (1967-69) et un premier plan quadriennal (1970-73). Négligeant délibérément certains aspects, comme l'habitat, l'effort porte surtout sur l'éducation et l'industrialisation. Deux objectifs : éviter d'avoir recours aux importations et doter le pays d'une industrie lourde. D'où la création de nombreux complexes pétrochimiques pour valoriser et traiter les produits algériens : l'usine d'ammontion journalière de mille tonnes. Le but d'une telle usine est de fournir l'agriculture algérienne, qui n'est que localement modernisée.

Reconnaissons que dans ce secteur les résultats sont moins brillants. Désorganisée par le départ des colons, n'ayant pas trouvé de structures adaptées, l'agriculture algérienne progresse mal et même parfois régresse (va leur des productions végétales en 1960 : 2,4 millions de dinars algériens, contre 1,6 seulement en 1968). Si l'agriculture couvre malgré tout les besoins, les disparités sont nombreuses. Les productions de vin, blé dur et agropates sont excédentaires, celles de blé tendre et de produits laitiers sont déficitaires. Que faire de tant de vin dans un pays musulman ? Réduction de la production par non-remplacement des vieux cépages, recherche de nouveaux débouchés dans la Communauté économique européenne ? Pour l'instant l'U.R.S.S. achète le vin à 2,52 F le degré hecto, alors que la France le payait 5,40 F.

Un problème grave se pose : l'option algé-

industrialisation: un pari audacieux, mais non sans danger



rienne d'« industries industrialisantes » est-elle bonne ? Les nouvelles usines, très modernes, coûtent très cher et fournissent peu d'emplois alors que la population augmente : 400.000 nouvelles bouches à nourrir par an avec 56 % de la population âgée de moins de vingt ans. Le nombre des chômeurs ne peut pas être évalué de façon précise (emplois saisonniers, émigration, etc...) mais le problème est crucial.

Au lieu de réalisations spectaculaires, mais amenant peu d'emplois, n'aurait-il pas mieux valu développer l'agriculture et la petite industrie artisanale ? Telle est la thèse défendue par Marcel Hazoyer (*L'Algérie in Développement et Socialismes*, Seuil). Pour réussir ce pari audacieux, l'Algérie doit posséder suffisamment d'industries d'ici quelques années et maîtriser l'explosion démographique. Il faudra aussi résoudre le problème des structures agricoles, but de la dernière réforme agraire.

capitalisme d'état ou socialisme ?

L'Algérie est un pays socialiste, c'est-à-dire que l'économie est planifiée et qu'il n'y a pas de firmes privées importantes. Inutile de dire que cette définition du socialisme est violemment refusée par ceux qui se réclament du socialisme, l'autre... le « vrai »... Dans sa structure économique, l'état algérien obéit à deux logiques. La première est toute démocratique : il lui faut contrôler l'activité nationale, qu'elle soit culturelle, économique, ou politique. La seconde est qu'il lui est nécessaire de contrôler les biens matériels pour assurer l'indépendance nationale. L'état algérien, outre l'exploitation et le traitement des produits pétroliers par le biais de la Sonatrach, contrôle la sidérurgie, les transports, etc..., et une grande partie de l'agriculture.

L'Algérie est, avec la Yougoslavie, un des rares états à tenter des expériences d'autogestion. Les terres abandonnées par les colons ont été soit attribuées à des coopératives de « mouahiddines » (anciens combattants), soit transformées en « domaines autogérés ». Mais l'échec entraîné par le manque de cadres techniques a mis ces domaines sous le contrôle quasi-total de l'Etat. L'autogestion algérienne est surtout théorique, et il est significatif que

le gouvernement n'ait pas cherché à étendre la formule à l'occasion de la récente réforme agraire.

A côté du secteur moderne, « socialiste » et autogéré, coexistait un secteur traditionnel de terres dont les propriétaires étaient algériens. Les superficies en sont limitées par l'Etat. Nul ne doit tirer de ses terres un revenu supérieur à environ trois fois celui d'un ouvrier agricole. Ces terres sont remises en usufruit individuel aux paysans, mais des coopératives sont prévues pour regrouper les exploitants.

De même, l'Etat contrôle la vie politique au moyen d'un parti unique : le F.L.N. Toute tentative de création d'une force politique autonome est systématiquement contrée (exemple : dissolution récente de l'Union des étudiants algériens, non-inféodée au F.L.N.). L'armée algérienne est probablement une des plus fortes d'Afrique (avec celles de l'Egypte, du Nigeria et du Zaïre), mais on ne connaît ni ses effectifs, ni son budget avec précision.

l'algérie dans le monde

Selon son ministre des Affaires étrangères, l'Algérie œuvre pour la paix et la coopération internationale, lutte contre toute forme de colonialisme et d'impérialisme, condition préalable aux bonnes relations entre pays. Sinon, l'Algérie se prononce pour la non ingérence dans les affaires intérieures d'un autre état.

Elle abrite le siège de différents mouvements de libération (Afrique australe et ailleurs). Une seule exception à cette politique : les relations avec l'Espagne de Franco, malgré le Rio de Oro et les Canaries, très probablement parce que l'Espagne a une politique extérieure pro-arabe et anti-israélienne. L'Algérie a combattu un peu sur d'autres terrains : union africaine, union arabe, décolonisation et relations méditerranéennes.

La France continue à jouer un rôle important dans la politique algérienne : 42,4 % des importations et 53,6 % des exportations pour l'année 1970 se sont faites avec la France. Mais deux problèmes assombrissent régulièrement les relations entre les deux états. D'abord l'immigration, qui pourrait être mieux réglée s'il n'y avait des campagnes orchestrées par une certaine presse et visant à y introduire un élément

passionnel. Ensuite le pétrole : la Sonatrach (51 % des actions) contrôle l'exploitation du pétrole saharien et le problème des prix reviendra périodiquement. Les négociations se feront par l'intermédiaire de l'Organisation des Pays exportateurs de Pétrole. Attention aux compagnies internationales qui risquent de devenir les arbitres du jeu !

Riche d'avenir est en tout cas l'action menée par le gouvernement algérien en faveur de la neutralisation de la méditerranée. Les pays auteurs du projet (pays arabes, Yougoslavie, Malte, Chypre) ont en effet demandé au gouvernement français de plaider leur dossier auprès de la C.E.E.

quel avenir ?

Des questions sont posées. Rien ne permet de prévoir l'avenir avec précision. Mais une chose est sûre : l'histoire des relations algériennes ne fait que commencer. On a présenté les tentatives d'arabisation comme des manœuvres anti-françaises. On oublie que les coopérateurs français sont de plus en plus demandés.

S'il y a de moins en moins d'instituteurs français en Algérie, il y a de plus en plus d'universitaires. Les coopérateurs français sont nettement préférés aux autres pour plusieurs raisons : l'obstacle de la langue ne se pose pas, il existe une sympathie naturelle avec eux et on est sûr de la valeur des coopérateurs. Les Algériens n'ont pas admis la désinvolture avec laquelle la Bulgarie a envoyé des « médecins » qui étaient de vulgaires infirmiers. Il est significatif aussi que le mardi 23 mai, au cours de l'émission de l'O.R.T.F. sur l'Algérie, émission au cours de laquelle furent interrogés de nombreux « anciens » du F.L.N., il n'y a pas eu d'attaques contre la France. Il est dommage que les relations franco-algériennes soient souvent gâchées par l'incompréhension des uns et l'extrême méfiance du gouvernement algérien.

L'Algérie réussira-t-elle son développement économique ? Evitera-t-elle la constitution d'une classe bureaucratique seule à bénéficier de l'expansion ? La réponse n'est pas bien claire.

En revanche, la France et l'Algérie doivent tenir compte l'une de l'autre. Tout projet méditerranéen passe par la coopération entre Paris et Alger. Les intérêts et le destin des deux pays sont imbriqués l'un à l'autre et il serait stupide de laisser passer une telle occasion.

Non pas table rase, mais libre voie !

François GUILLAUME

DOSSIER

le retour
des utopies

SOMMAIRE

I. pourquoi l'utopie ?

- la peur de l'avenir
- une nouvelle conception du temps
- deux variétés d'utopistes

II. les théoriciens de l'imaginaire

- nomadisme et antivaleurs
- utopie et langage
- une théorie du négatif

III. utopie et dissolution sociale

IV. scientisme et utopie

V. vertu de l'utopie

I. pourquoi
l'utopie ?

La crise de civilisation qui secoue le monde contemporain laisse à nu l'ensemble des croyances anciennes ou modernes qui se partageaient le domaine de la pensée. Ce monde, si sûr de lui voici quelques années, se livre aux vertiges de l'angoisse après s'être abandonné à un rationalisme qui cachait mal ses incertitudes. Aux grandes périodes de bouleversement, l'Utopie resurgit librement, en opposant la cité idéale aux convulsions de la vil'e terrestre, en glorifiant l'homme créateur d'un réel nouveau. Face à l'accélération de l'Histoire qui renvoie au néant les systèmes intellectuels, l'utopiste oppose la cité des archétypes fondée sur l'harmonie universelle.

la peur de l'avenir

L'utopie naît de la peur éprouvée par l'homme devant l'Histoire. Là où le sujet des cités traditionnelles ne voyait que l'éternel retour conforme aux lois du cosmos, l'homme moderne se rétracte devant l'avenir qu'il pressent obscur et menaçant ; les idéologies du Progrès tentent alors d'annexer l'avenir en le présentant sous une forme linéaire, dialectique ou non. Mais ce progrès est en fait profondément statique : toutes les conceptions « progressis-

tes » exigent l'avènement d'un seuil qui met fin aux terreurs de l'histoire : *société sans classes* du marxisme, *point Oméga* de Teilhard, *Icarie de Cabet*, *Thélème* des humanistes de la Renaissance, *Cité du Soleil* de Campanella, etc... Si les conditions d'avènement de ces cités idéales changent, la parenté d'esprit et de structures est flagrante : il s'agit de soustraire l'homme au hasard pour le soumettre aux règles de l'harmonie retrouvée par des « inspirés » qui parlent au nom de la société entière. Afin d'établir cette cité idéale toujours opposée aux « Babylones » réelles, l'inspiré investit une partie des hommes : pauvres, inadaptés, prolétaires, souffrants... Ces hommes ont alors une vocation rédemptrice qui les oppose à l'ensemble de l'humanité « engluée dans la cité terrestre ».

Pauvreté et souffrance sont les deux conditions de la Rédemption ; tous ceux qui n'ont pas « joui » dans ce monde sont promis au bonheur s'ils abattent la cité, cause de leurs maux : esclaves de Spartacus sous la République Romaine, Bagaudes du Bas-Empire, « Jacques » des révoltes paysannes du Moyen-Age, paysans millénaristes dans l'Allemagne de la Réforme, Taipings de l'Empire chinois au XIX^e siècle, prolétaires de la révolution industrielle, étudiants et marginaux de la société technocratique, une filiation rigoureuse unit ces révoltés de l'Histoire, vaincus et toujours renaissants. Au fil des siècles, l'exemple est repris et assumé par les nouveaux révoltés : au XVIII^e siècle, les Illuminés de Bavière, qui rêvent de rétablir la société dans l'état de nature cher à Rousseau, prennent des pseudonymes d'escaves romains. Les clubs de la Révolution de 1848 se réclament des révoltés de tous les temps. Les communistes allemands des années

20 prennent le nom de *spartakistes*, tandis qu'un penseur gauchiste contemporain, M. Dommanget, scrute les jacqueries de l'histoire européenne. Les paroles de l'Internationale rythment ces étapes du messianisme terrestre : « *Debout les damnés de la terre... nous ne sommes rien, soyons tout* ».

Mais ces révoltes ne constituent que le levain du changement, la condition *sine qua non* pour établir le monde nouveau. Derrière leur insurrection se profilent des rêves et des tendances doués d'une force d'attraction qui leur permet de survivre à toutes les défaites, puis-que liées à l'inconscient humain, ce qui rend vaines les explications et propositions rationnelles.

une nouvelle conception du temps

Jadis, le temps était conçu sur le mode cyclique : l'humanité évoluait dans un cadre qui rendait compte du moindre mouvement. L'histoire se déroulait selon un processus d'évolution, puis d'involution. La décadence d'une société, loin d'apparaître comme un hasard ou un malheur inévitable, n'était qu'une conséquence du déroulement cyclique du temps annonçant un nouveau cycle d'évolution. Rythmes des saisons, des cultures, du temps, tout était lié. L'angoisse devant l'avenir n'existait pas comme phénomène social, puisqu'une décadence par les lois cosmiques. Le temps et la cité supérieur de sens qu'en référence à un ordre qui excluait le hasard. Cette conception ignorait le mythe du Progrès, qui naît du sentiment de l'imperfection et tente de suppléer à la perte d'identité de la Cité. Celle-ci



Thomas More

était construite sur le modèle de l'univers selon des prescriptions destinées à assurer l'harmonie totale.

Au fil des années, la cité perdit son identité et chercha alors à la retrouver par la révolte ou le « *bond en avant* ». De là naquit l'*Utopie*. M. Mircea Eliade, dans son livre sur *le mythe de l'éternel retour*, montre à travers les traditions des peuples la persistance de la volonté de retour aux origines.

Il faut attendre un certain christianisme pour que cette conception d'un temps cyclique s'efface au profit du *temps dynamique* orienté dans un sens précis, ce/ui de l'Histoire dans laquelle se déploie l'activité de l'homme. Cette conception « laïcisée » (en surface) par le monde contemporain sert encore aujourd'hui de point de repère dans la tourmente des idées et des faits. Mais cette notion de « progrès dans le temps » rejoint par bien des points la pensée utopiste : le progressisme, au nom de l'avenir, se réclame toujours d'un avènement, d'un seuil où s'abolit l'Histoire. C'est en cela qu'il est un passéisme par retournement. L'utopie, par cette jonction entre le temps mythique et le temps historique, acquiert une puissance d'attraction incontestable : elle utilise les situations historiques réelles par l'appel aux pulsions instinctives rattachées au temps mythique.

deux variétés d'utopies

Mais la conception du temps sépare les « théoriciens de l'imaginaire » en deux camps, encore que la frontière soit souvent indécise. Les utopistes prônent une cité nouvelle proche des origines, donc de l'harmonie et de la perfection. Cette ville originelle ne souffre aucun

bouleversement, ce qui conduit ses auteurs à en écarter le moindre élément de hasard (celui-ci entendu au sens de liberté) par la prévision des détails les plus précis de la vie, jusqu'à l'habillement et au nombre d'habitants. Dans cette cité idéale, la transgression à la loi d'« harmonie » est un crime et doit être châtiée en conséquence. C'est ce qui explique son caractère totalitaire et son égalitarisme absolu imposé manu militari : tous les hommes sont égaux et frères par devoir. Le jacobinisme, à certains égards, sera tributaire de cette idée en imposant la « fraternité » de force, en supprimant tout signe de différenciation (costume des sans-culottes, titre universel de citoyen) et en frappant tous les suspects de non-égalitarisme.

« *La République n'a besoin ni de savants, ni de poètes* » disait Fouquier-Tinville. Certes, puisque science et poésie sont des éléments de différenciation, donc d'inégalité, et que ces deux disciplines sont irréductibles à la volonté des législateurs d'absolu. L'utopie « fraternelle » sera reprise par Mao-Tsé-Toung avec son désir de supprimer toute différence entre intellectuels et manuels, d'établir un ordre égalitaire absolu par le nivellement de la vie et de la pensée. Cette variété d'utopistes rejette délibérément la propriété privée individualiste et inégalitaire par essence ; toutes les cités nouvelles, de l'*Utopie* de Thomas More à la *cité du Soleil* de Campanella, reposent sur le collectivisme et la toute-puissance de l'Etat ou de ce qui en tient lieu.

La deuxième variété d'utopistes répond au nom de « millénaristes » et prend son appui dans une pensée chrétienne interprétée de façon littérale et temporelle. Là encore, la notion de « seuil de l'Histoire » joue : les millénaristes ont pris leur conception dans l'œuvre du moine Joachim de Flore qui divisait l'évolution du Christianisme en trois âges : celui du Père symbolisé par l'Ancien Testament, celui du Fils concrétisé par les Evangiles, et celui de l'Esprit annonçant la Parousie et le règne de la Justice. La conception défendue par Joachim de Flore avait une signification purement spirituelle, mais ses interprètes transféreront le règne de la Justice sur la Terre. Il s'agit d'établir le nouveau règne par la destruction de la « société corrompue » et la jouissance des biens de ce monde. Contrairement aux utopistes qui établissent l'austérité pour maintenir la pureté de la cité, les millénaristes préconisent la jouissance absolue puisque le Paradis doit être réalisé sur cette Terre. Tout le long du Moyen-Age et de la Renaissance, des « prophètes » se lèveront afin d'entraîner les « pauvres » et les souffrants à établir la Parousie temporelle : Lollards, Anabaptistes, « Fous de Dieu » dévastent l'Europe, détruisent les villes pour mieux retourner à l'état de « nature » et tuent les adeptes de la société hiérarchisée. Ces « fantassins de l'Apocalypse », comme les appelle l'écrivain Norman Cohn, rejettent toute contrainte, toute hiérarchie et haïssent l'Eglise qui refuse de confondre Cité de Dieu et cité des hommes.

Sur ce plan religieux, la dérive est certaine : les révoltes passent du « christianisme apocalyptique » au déisme, puis à l'athéisme. Comment ne pas y reconnaître un certain « christianisme » contemporain épris d'« ouverture au monde », d'Eglise « horizontale » et de « règne des pauvres » ? MM. Garaudy et Mury, spécialistes du dialogue entre marxistes et chrétiens, n'hésitent pas à reconnaître la valeur du « *christianisme apocalyptique* » qu'ils opposent au « *christianisme constantinien* ». Progressistes chrétiens et marxistes sont les héritiers des « *fantassins de l'Apocalypse* » malgré le « vêtement » scientifique du marxisme. Aujourd'hui, le gauchisme informel reprend son compte l'établissement du « paradis terrestre » sans souci de justification théorique contre « sans souci de justification théorique contre » ses prédécesseurs du XIX^e siècle. Il s'agit bien d'un retour aux sources, au-delà des précautions d'usage employées par le marxisme pour justifier ses prétentions historiques.

II. les théoriciens de l'imaginaire

L'utopiste moderne est fasciné par les philosophies du devenir, qu'elles se présentent sous la forme idéaliste (Hegel), matérialiste (Marx) ou pseudo-chrétienne (Teilhard). L'utopiste refusera la paternité qui enracine (voir le complexe de bâtardise chez Sartre analysé par Plu-myène et Lassiara dans le *Complexe de gauche*), l'ordre social qui dure, la famille qui transmet, l'intelligence qui différencie. Sur le plan social, il privilégiera les déracinés (ouvriers, sous-prolétariat intellectuel), les marginaux (vagabonds, prostituées, prisonniers), tous ceux dont l'enracinement est douteux ou inexistant. Plus consciemment, il leur attribuera la « pureté » de ceux que la civilisation n'a pas touchés : Bakounine exalte la « masse vierge... qui incarne toutes les vertus et reste la source pure de toutes les révolutions ». Rousseau et Buffon créaient le mythe du « bon sauvage » net de toute souillure. Plus près de nous, Jean Genêt chante la gloire du prisonnier sans famille, dont la pureté se réalise dans le crime.

Ce nomadisme exige la « désécuration » radicale de l'homme : l'utopiste s'en prendra donc à la civilisation, surtout à ses fondements spirituels. De là sa prédilection pour les conduites de transgression, sa vocation de « critique à perpétuité » et son acharnement sur les témoignages du passé. La formule « *du passé faisons table rase* » est son cri de ralliement, le passé l'obligeant à un enracinement malgré lui. La « désécuration » sera obtenue par le recours au manichéisme de situation : le prêtre remettra sa foi en cause au nom du « doute salutaire », le professeur refusera d'être un « enseignant », etc... Pour mieux éviter la « récupération », l'utopiste choisira la destruction délibérée, ou mieux la dérision. Il cherchera à saper la société de l'intérieur en y introduisant le doute sur son bien-fondé : cette méthode a connu une grande extension avec la formule « *nous sommes tous responsables* »... de la guerre du Vietnam, de la faim dans le monde, de l'injustice sociale, etc... Ce nomadisme radical trouvera son expression dans l'admiration « du bon sauvage » au XVIII^e siècle, du « décolonisé » au XX^e siècle, de tout ce qui peut introduire un élément de rupture dans une société donnée.

nomadisme et anti-valeurs

L'utopisme secrète son propre système d'antivaleurs, généralement « doubles » et reflets inversés du système de valeurs existant. Les utopistes, qu'ils se proclament moraux ou antimoraux, présentent toujours leur action comme une réaction éthique contre les « tares » vraies ou supposées de la société. En glorifiant la prostituée ou le prisonnier, l'utopiste les réintroduit dans un système de valeurs morales où ils deviennent les « normaux » face à la société jugée « malfaisante » ou « pourrie ». Par un retournement absolu, l'assassin a toutes les excuses du monde, tandis que sa victime apparaît chargée de fautes inavouables. A la limite, l'utopie institutionnalise sa réaction : au roman ré-

pond l'anti-roman, aux mémoires correspondent les anti-mémoires de Malraux, au théâtre s'oppose l'anti-théâtre. Dans tous les domaines, un double apparaît à la fois comme une accusation et comme un remplacement. A la négutopie (ordre), l'utopie répond par l'entropie (désordre établi).

L'épidémie est d'autant plus rapide que les mécanismes de destruction jouent mieux et plus vite que les mécanismes de conservation. A partir du moment où la société accepte le désordre établi, le système d'anti-valeurs devient le sien : les « révolutionnaires » voient leurs œuvres transmises et prônées par ceux-là même qui devraient en être les victimes. La remarque vaut pour le marxisme adopté par ses « ennemis de classe », édité, diffusé, retransmis par le système qu'il est censé abattre. S'il est des sociétés qui vivent dans l'Utopie comme Cuba ou la Chine rouge, d'autres choisissent l'Utopie comme justification théorique de leur existence. Celle-ci ne change pas pour autant, l'utopie reste dans le domaine du Verbe, mais le verbe domine et justifie.

utopie et langage

L'intelligence contemporaine est obnubilée par la question du langage, de sa signification, du rôle du « signe », de l'agencement interne. En bref, le langage est supposé se suffire à lui-même. Ce n'est pas un hasard si nos utopistes modernes sont les héritiers idéologiques du nominalisme. En privilégiant le langage, ils oublient le réel et en arrivent à se satisfaire de la « cohérence interne » du discours. L'académicien René Huyghe écrit à ce propos : « l'intelligence contemporaine ne pense plus à se diriger ; elle devient un jeu ; elle oublie ses responsabilités. Les mots chargés jadis de signifier l'idée cèdent à leur propre vertige ; les idées elles-mêmes, dont l'admirable mission est de traduire avec clarté l'obscur... ne se déduisent plus que de leurs possibilités dialectiques ». L'investissement des intelligences s'est fait par le discours ou par l'imprimé, la quintessence de l'Utopie s'est exprimée dans le petit livre rouge dont il suffit de se pénétrer pour « comprendre ». L'utopiste a de multiples raisons de s'accrocher au langage : la révolution, à défaut de se réaliser dans les faits, trouve son existence et sa puissance dans le verbe ; le langage comble la différence entre la foi de l'utopiste et la réalité des faits. Comme le dit le proverbe : « il y a la paille des mots et le grain des choses ». L'utopiste prétend à la fusion des deux au profit du premier. Le langage et l'écriture, auxquels il faut ajouter l'image, servent alors de substitut au réel.

Ce processus est facilité par l'état actuel de la société, les contestataires appartenant tous au domaine du verbe, de l'imprimé ou de l'image : étudiants, enseignants, journalistes, chercheurs, cinéastes. A l'heure où l'évolution sociale tend vers la primauté du secteur « quaternaire » (activités culturelles, recherche), l'Utopie est assurée d'une base suffisamment forte pour éviter de passer dans les faits au détriment du verbe. Tous les utopistes ont été des grands manieurs de verbe et d'écriture, depuis Platon jusqu'à Fourier, de Lénine à Hitler. Car certaines utopies ont pu passer dans les faits par le pouvoir irrationnel du verbe. Tchakhotine dans son livre *La propagande et le viol des foules* démonte les pulsions sur lesquelles il est possible d'agir par le pouvoir unique du langage. Les utopistes savent que certains mots (révolution, justice, sang) ont un contenu affectif auquel il suffit de donner vie et efficacité. Par ailleurs, le langage est profondément lié au rêve et à la volonté. Le slogan « prenez vos désirs pour des réalités » illustre ce volontarisme absolu qui transcende la réalité par le recours au langage et au rêve.

Il s'agit en fait d'une véritable régression au niveau de la magie primitive ; une commission révolutionnaire a ainsi fixé « l'état de révolu-

tion » : « l'idéologie révolutionnaire est un mouvement, une force à laquelle on appartient ou que l'on combat. Elle ne se soucie pas de ses conditions historiques, elle laisse ce travail aux spécialistes de l'objectivité ». La même régression joue au niveau du sens des mots. Il suffit de penser à la fortune de mots comme « fascisme » ou « réaction » pour voir que le contenu et le sens du mot importent peu : ce qui compte, c'est la charge émotionnelle du terme et la réponse qu'il doit susciter. Les marxistes « vulgaires » sont passés maîtres dans l'utilisation de termes stéréotypés comme « bourgeoisie », « prolétariat », « révolution », qui, accolés les uns aux autres, se suffisent à eux-mêmes.

une théorie du négatif

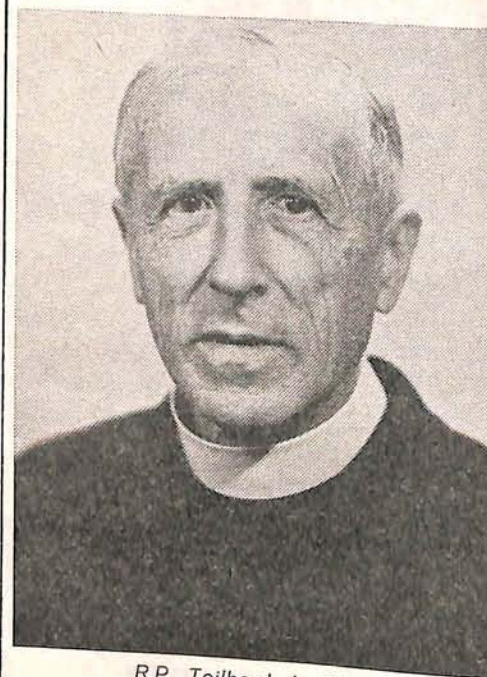
Le nomadisme de l'utopiste, son horreur du « clos » et de l'achevé l'obligent à une remise en cause perpétuelle dont le projet ne peut se définir qu'en termes négatifs. Le processus est particulièrement net dans les « conduites de transgression » qui visent à créer une opposition absolue. L'utopiste américain Jerry Rubin écrit dans *Do it* : « nous ferons ce qui est interdit... Quand vous tombez sur une loi ou un règlement, violez les ! ». Cette opposition absolue pour maintenir son dynamisme doit refuser l'étape de la reconstruction qui serait génératrice de nouvelles aliénations. Vaneigem dans son *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, déclare à propos de la contestation : « la contestation et son contenu ne peuvent être précisés parce qu'ils relèvent du siècle suivant ». En fait l'utopiste refuse l'étape de l'objectivation qui le forcerait à accepter une réalité constituée et finie à laquelle il serait soumis. L'épreuve du « défaire » est plus proche du dynamisme que l'obligation du « faire », dont le caractère apparaît comme contraignant. Ce refus sera d'ailleurs présenté comme le « sursaut de la vie » : « l'œuvre étant par essence périssable, seule une culture de remise en cause est souhaitable ». (Commission université-Culture, mai 1968).

Sur le plan des idées, l'utopiste contemporain est attiré par le marxisme, pensée évolutive qui ne reconnaît que le changement dialectique et dont l'idée se refuse à être enfermée dans une définition. L'un des meilleurs théoriciens marxistes, Henri Lefebvre, écrit dans son livre *Le matérialisme dialectique* : « en tant que doctrine, le matérialisme dialectique ne peut être enfermé dans une définition exhaustive. Il se définit négativement, en s'opposant aux doctrines qui limitent, du dehors comme du dedans, l'expérience humaine ». La pensée utopiste a toujours besoin de l'adversaire pour s'affirmer, pour s'opposer, c'est-à-dire pour exister. Et quand l'adversaire extérieur est éliminé, l'utopiste s'en prend à ses collègues afin de maintenir la « tension d'opposition » nécessaire à son existence, d'où les accusations de « déviationnisme », de « révisionnisme » et de « trahison » si fréquentes dans les milieux marxistes ou gauchistes.

Sur le plan stratégique, l'utopiste choisira le spontanisme qui évite « l'organisation des luttes » et la création de rapports hiérarchiques. Le spontanisme est étroitement lié à la notion de « praxis » qui est le point fondamental de la dynamique marxiste. L'utopiste se réalise dans la spontanéité bien que celle-ci obéisse en fait à des règles précises : l'utilisation du langage définit la spontanéité : il est généralement utilisé de manière « liturgique » tout comme la praxis utopienne se contente de « mimer » les luttes du passé sans chercher à les relier à un fait du présent : obsession du langage et passivisme mythique se retrouvent dans la spontanéité militante de l'utopiste. Une formule de Jerry Rubin résume bien cette dimension mythique : « nous n'avons pas de but politique. C'était la spontanéité des masses en action et l'action contient sa propre vérité ».

III.- utopie et dissolution sociale

La théorie du négatif trouve sa correspondance dans le phénomène de la dissolution intellectuelle et sociale. L'utopiste est hanté par la décrépitude des institutions et des règles de vie : « toutes les traditions sont usées, toutes les croyances abolies... c'est ce que j'appelle le temps de la dissolution... le moment le plus cruel de la vie des sociétés », écrivait Proudhon devant l'effondrement de la société traditionnelle. Et l'utopie apparaît précisément aux pé-



R.P. Teilhard de Chardin

riodes de grandes cassures historiques quand l'ancien monde se décompose et que le nouveau commence à peine à naître. Les vagues d'utopie ont déferlé à la fin du Moyen-Age, aux débuts de la Réforme, sous la Révolution, tout le long du XIX^e siècle, et enfin dans la société post-industrielle.

L'utopie joue un double rôle dans ce mouvement de décomposition : celui d'annonce (réel ou mythique) du monde nouveau, et celui d'accélération de la déchéance de la société. Là encore, il s'agit de forcer l'Histoire : pour l'utopiste, le bouleversement est le signe de l'âge de la société dans un état antérieur. En d'autres termes, l'excès de déséquilibre ramène à l'équilibre primordial et la nouvelle société naît de son contraire. On reconnaît là le schéma de toutes les révolutions, réussies ou avortées,

des deux derniers siècles : « le capitalisme creuse sa propre tombe » se'on les termes de Marx, tout comme la société technocratique engendre les révoltés destinés à l'abattre.

Dans la pensée utopienne, les révoltés ne font qu'entériner la loi de l'Histoire dont ils se prétendent les exécutants. M. Servier, dans son *Histoire de l'utopie* fixe ainsi les étapes de l'Histoire selon l'Utopie : « les trois états de l'Humanité : communisme primitif, communisme perdu, communisme retrouvé, encadrent cette période de déchéance d'un âge d'or innocent et d'un paradis mérité ». La dissolution, loin d'apparaître comme un malheur, doit être encouragée et activée afin que le monde nouveau naisse : l'apocalypse précède la régénération et le sang versé est symbole nécessaire de purification. Toutes les justifications rationnelles cachent ce modèle prophétique qui explique le caractère d'attente déçue, mais toujours fidèle, des utopistes. Marx n'écrivait-il pas à Engels en 1857 : « je travaille comme un fou à rassembler mes études économiques... avant que le déluge ne fasse son apparition ». Le temps de dissolution est toujours un déterminisme absolu (persistance de la théorie des « âges ») auquel la société ne peut se soustraire : sens de l'histoire des progressistes contemporains, force des choses de Saint-Just, marche des événements et des idées de Cournot, évolution de Darwin, étapes de l'Esprit de Hegel, Point oméga de Teilhard. Pendant la période de dissolution, l'homme descend au fond de l'abjection dont viendra le tirer l'avènement du monde nouveau : l'aliénation d'aujourd'hui précède et engendre la libération de demain.

IV. scientisme et utopie

Il est rare que les utopistes présentent leur réaction de façon « brute ». Un vernis « scientifique » ou « rationnel » couvre leurs propositions dont la structure est mythologique et régressive. Chaque « vague » d'utopistes a utilisé les découvertes de son époque : humanisme pendant la Renaissance, esprit de libre examen sous la Réforme, anthropologie et ethnologie au XVIII^e siècle, découvertes scientifiques et philosophie à l'émancipation au XIX^e siècle, psychanalyse, linguistique et sociologie au XX^e. Mais derrière ces « strates » étrangères, la parenté des attitudes est nette. Par une réaction de défense et de justification, l'utopiste intègre à son système les données de son temps : le saint-simonisme se veut l'expression des couches éclairées de l'époque, le marxisme prétend à la synthèse de ce que « l'humanité a produit à la synthèse de ce que « l'humanité a produit de meilleur au cours du XIX^e siècle » (dixit Lénine), les contestataires contemporains adoptent le jargon des sociologues, des psychanalystes et des économistes. Aucune utopie n'existe qui ne veuille tenter une « approche scientifique des problèmes ».

En fait, l'utopiste suit la démarche inverse du scientifique : il établit à partir de ses intuitions un système qu'il tente de confirmer par des exemples isolés empruntés aux disciplines les plus diverses. Raymond Ruyer dans *Les nuances idéologiques* cite des exemples de sciences « parasitées » par l'utopie ou rejetées : si elles sont inassimilables pour l'utopiste : « non seulement les idéologues se déguisent en savants mais ils se présentent comme les seuls vrais savants, en accusant de superficialité ceux qui se refusent à les suivre, et qui traitent ceux qui se refusent à les suivre de quelques chapitres vaillent à mettre au point quelques chapitres vraiment scientifiques de l'économie ou de la sociologie... de même, toute critique littéraire qui ne fait pas appel aux arcanes pseudo-scientifiques

à la mode, et qui ne voit pas la lutte des classes dans les Plaidoyers, dans Rabelais ou dans l'Odyssee ».

Derrière cette prétention à la scientificité se cache l'incapacité fondamentale à saisir les lois du réel. Quand, par hasard, une partie de l'œuvre d'un utopiste est vérifiée par les faits, elle n'intéresse que fort peu. L'acquis scientifique de Marx est délibérément laissé de côté au profit de son dynamisme interne : le cas des intellectuels ayant quitté officiellement le marxisme le révèle clairement. Edgar Morin rejette l'analyse économique de Marx, mais conserve le projet d'homme générique. Roger Garaudy, dans *L'alternative*, malmène l'orthodoxie marxiste mais garde le but final de société « désaliénée ». La science elle-même a fourni maints thèmes aux utopistes depuis le « scientisme » du XIX^e siècle qui devait établir le « paradis industriel » jusqu'au saint-simonisme et son « âge d'abondance ». A notre époque, des idéologues comme Louis Armand (in *Plaidoyer pour l'avenir*) pensent que la conjonction entre l'économie et la science suffisent à établir un monde nouveau. Une publication comme *L'âge de la science* prétend établir une « éthique scientifique » pour notre temps. Toute utopie scientifique tend à réaliser l'harmonie parfaite par le contrôle absolu des mécanismes sociaux et intellectuels.

Le monde de l'utopiste, pourtant parti d'un postulat libertaire, est un monde planifié et rigoureux fondé sur l'égalité absolue et la toute-puissance de la science. Ruyer écrit avec un sens aigu de la « filiation utopique » : « c'est ce qui fait ressembler les mondes utopiques, symétriques, totalitaires, inhumains, à un rêve d'architecte ou d'urbaniste schizophrène, de l'Atlantide platonicienne à la Cité du Soleil de Campanella, à l'Icarie de Cabet, à l'Amérique marxiste de Bellamy, aux planètes de cauchemar de la science-fiction ». L'utopie scientifique a choisi l'ordre rationnel contre l'ordre organique, et tout choix rationnel de ce type aboutit à l'absurde. Le destin des idéologies scientifiques est significatif : Comte, qui fait table rase des croyances religieuses et qui veut faire entrer l'humanité dans l'« âge positif », finit par la déification du « grand Être » (l'humanité) et la fondation de l'Eglise positiviste; Saint-Simon, qui prétend libérer l'Europe du « joug de l'obscurantisme », voit son œuvre poursuivie par l'Eglise Saint-Simonienne avec hymnes, cérémonies et nouveaux saints. Le marxisme n'échappe pas à la règle avec ses icônes, ses rites civiques et son langage « liturgique ». Tout essai de rationalisation qui ne tient pas compte des lois du réel finit toujours en imitation de religion. Pour parodier Hegel : « tout ce qui est réel n'est pas toujours rationnel, et ce qui est rationnel n'est pas toujours réel ».

Le monde contemporain est né de la conjonction entre deux utopies : l'utopie scientifique et l'utopie révolutionnaire. Aujourd'hui, la scission se produit, la première continuant à fournir l'alibi théorique de la société techno-bureaucratique, et la seconde reprenant sa course renforcée par des courants venus des U.S.A., nation bâtie par et sur l'Utopie. Thomas Molnar définit ainsi son pays d'adoption : « le pays a été conçu par ses fondateurs de telle sorte que l'utopie serve de cadre à l'univers tout entier ».

Les conséquences logiques de la première utopie sont connues : écrasement des communautés sociales, puissance des mécanismes de persuasion, dégradation de la nature, urbanisme sauvage, rythme d'existence perturbé. Ce processus déréglé ne pouvait que rendre sa virulence première à l'utopie « révolutionnaire » dont le passivisme mythique s'accommode mal d'une société en pleine évolution. Le nomadisme inconscient de l'utopiste « révolutionnaire » s'est trouvé favorisé par le rejet des « marginaux » (de plus en plus nombreux) produit par la société contemporaine. La destruction du patrimoine de la civilisation a libéré les tendances au déracinement latentes chez beaucoup d'hommes. A défaut de frontières matérielles à

franchir, l'utopiste tend à « faire sauter » les autres frontières : celles du langage (travail commencé dans les années 20 par le dadaïsme, puis poursuivi par le lettrisme), de la sexualité partagée entre Eros et Thanatos (l'instinct de mort), de la conscience dont l'écèlement permet à « chaque être humain... de revivre toutes les possibilités de l'aventure humaine, pré-humaine et même sous-humaine » (J. Rubin). L'aboutissement de l'utopie serait une régression pour l'espèce humaine, non que nous soyons des défenseurs du rationalisme (père de l'utopie scientifique et jumeau de l'utopie révolutionnaire), mais l'utopie, dont la réaction primordiale est juste, ne tient pas compte de l'existence du monde soumis à des lois précises.

V. vertu de l'utopie

La grande force de l'utopie est qu'elle utilise des pulsions profondes irréductibles à la raison et à la volonté : rêve de la cité parfaite, nostalgie de l'âge d'or, désir de perfection et de pureté (les imprécations contre la société « pourrie »), ambition de changer la vie par la création universelle. A part des conservateurs desséchés (de Thiers à Pompidou), qui pourraient condamner sans appel ces aspirations ? Elles correspondent à un désir d'équilibre et d'harmonie, à un souci d'Ordre, au sens ontologique du terme.

La paroi entre ce désir d'ordre et l'instinct de destruction est pourtant fragile, et sans une anthropologie du réel, l'ambiguïté devient confusion. L'utopie prétend réduire l'homme à une dimension unique au détriment de l'équilibre entre les tendances. L'étude de l'homme « animal social et politique » a permis la redécouverte de la principale dimension humaine : la métaphysique qui, loin d'abstraire l'homme, plonge aux « secrètes racines de l'être ». L'utopiste qui pressent dans la poésie (la poésie est ontologie disait Maurras) le rythme de la vie est bien près d'échapper à l'instinct de mort. L'homme est « harmonie et correspondances », enseigne la philosophia perennis. Par les chemins les plus tortueux, l'utopiste retrouvera ainsi la vie « vraie ».

Francis BERTIN

AF université

Amitiés Françaises Universitaires

Edité par S.N.P.F.

17, Rue des Petits Champs
PARIS 1^{er}

Directeur : Michel Ledoyen

Directeur de la publication :
Yvan Aumont

Abonnement d'un an :

12 F — Etudiants : 9 F

De deux ans :

21 F — Etudiants : 15 F

C.C.P. A.F. Université Paris 1918-59

Société de Presse Berrichonne
5, Rue Macdonald, 18 - Sancerre

Photos : Keystone, pp. 3 et 5
Roger Viollet, pp. 6 et 8

l'histoire - vérité

Pierrette Girault de Coursac vient de publier chez Gallimard dans la collection « la Suite des Temps » : L'Education d'un Roi - Louis XVI (1). Elle montre que l'image que nous avons de la question est héritée de la propagande qui commença à l'époque, tant parmi les détracteurs que parmi les défenseurs de la monarchie.

A.F.U. — Pensez-vous que tout le monde soit à ce point influencé par la propagande ?

P.G.C. — Oui, à commencer par moi-même. L'historien doit toujours être en garde contre les idées des autres, et plus encore contre les siennes. Il est tentant d'utiliser les clichés universellement admis plutôt que de se donner la peine de réfléchir. Par exemple je croyais Louis XVI timide et modeste ; j'ai eu toutes les peines du monde à me persuader qu'il ne l'était pas, malgré toutes les preuves du contraire. D'autre part, sur la foi de témoignages qui paraissaient bienveillants

pour Louis XVI, en particulier celui de François Hue son valet de chambre, j'avais cru que le duc de La Vauguyon son gouverneur avait très mal rempli sa mission en maintenant volontairement son élève dans l'ignorance. On faisait compliment à Louis XVI d'avoir fait son éducation tout seul.

A.F.U. — Pourquoi cette propagande ?

P.G.C. — Pour faire la Révolution. Il était en effet trop tard pour discréditer efficacement Louis XV : l'expérience l'avait montré. On ne pouvait donc s'y prendre trop tôt pour discréditer Louis XVI, et à travers lui, l'institution monarchique. Il s'agissait d'empêcher que les réformes nécessaires soient faites par l'Ancien Régime (réforme de l'impôt, de la justice et du code criminel, et décentralisation administrative). C'est ce qu'exprime très bien Mirabeau quand, le 23 juin 1789, il commente en ces termes la Déclaration du roi :

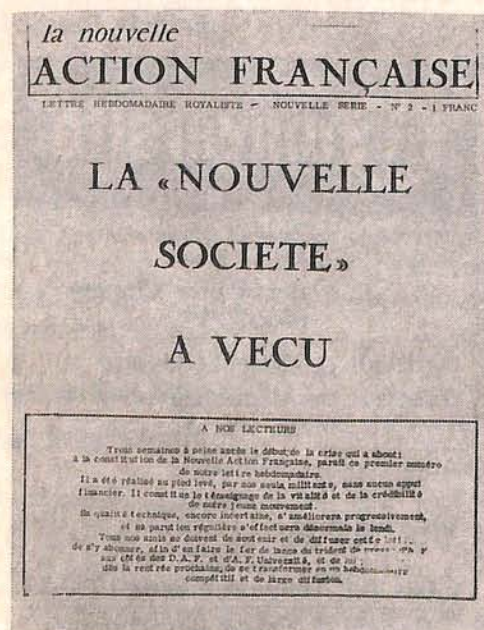
« Messieurs, j'avoue que ce que vous venez d'entendre pourrait être le salut de la Patrie si les présents du despotisme n'étaient toujours dangereux... Quelle est cette insultante dictature... pour vous commander d'être heureux ? ».

A.F.U. — L'histoire toute entière ne mérite-t-elle pas la même critique ?

P.G.C. — Oui, dans la mesure où l'on fait l'histoire uniquement d'après les témoignages, ou lorsqu'on veut la faire servir à des fins politiques (cf les manuels scolaires). Les témoignages presque unanimes tendent à faire croire que Louis XVI était ignorant et n'avait aucun goût pour le travail intellectuel. L'étude des documents m'a permis d'établir que c'était tout le contraire et que rarement prince a été mieux préparé à sa tâche. Quant aux fins politiques, les manuels justifient la Révolution en prétendant que Louis XVI n'a pas pu ou n'a pas voulu faire de réformes. Le seul historien qui ait traité la question (Sémichon : Les Réformes sous Louis XVI) et qui en ait fait le bilan d'après les documents, édits, ordonnances, et règlements d'administration et d'exécution, a pu montrer que Louis XVI, en moins de quinze ans de règne, en avait fait beaucoup plus que ses deux prédécesseurs réunis en plus d'un siècle.

A.F.U. — Quels moyens avez-vous employés pour dépister la propagande ?

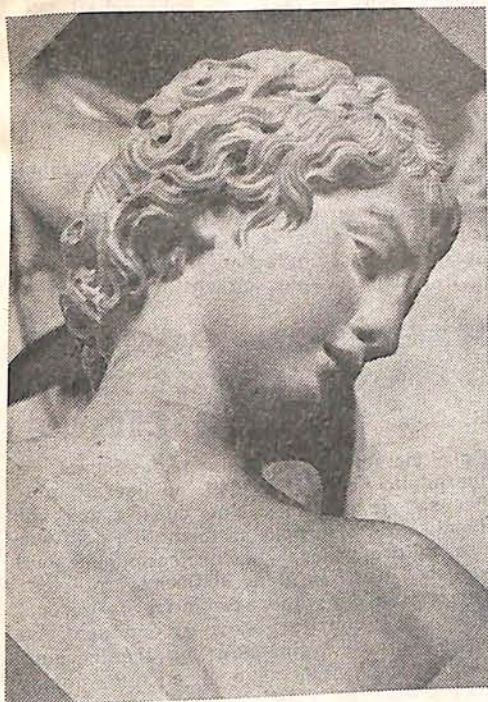
abonnez - vous à la



naf-hebdo
normal - 45 f
soutien - 100 f
C.C.P. NAF 642-31



17, rue des petits-champs Paris 1^{er}



Le Duo de Berry (futur Louis XVI)
Statue de Guillaume Coustou
Tombeau du Dauphin
Cathédrale de Sens

P.G.C. — Je n'ai pas cherché à dépister la propagande. Elle s'est imposée d'elle-même à mon attention. J'ai en effet pour principe de considérer un témoignage, non pas comme un fait, mais comme une impression reçue par le témoin ou encore comme une impression qu'il a voulue communiquer aux autres. Les témoignages sont extrêmement précieux pour étudier l'opinion, difficiles à utiliser et

d'une valeur limitée pour étudier les événements.

Il est impossible de résumer en quelques mots une méthode de critique historique. Il s'agit avant tout d'opérer un classement des informations disponibles et de distinguer soigneusement entre les documents, les témoignages immédiats et directs, et la masse des témoignages après coup et des on-dits. Il est évident qu'on ne peut pas attacher la même valeur à des mémoires écrits longtemps après l'événement, par un homme qui en a connu les suites, qui veut se donner le meilleur rôle possible, au besoin faire figure de prophète, et une correspondance échangée au moment même, entre des gens qui ne pouvaient plus reprendre leurs lettres pour y changer quelque chose. On ne peut pas non plus traiter de la même façon un journal destiné à être lu par l'auteur dans les salons qu'il fréquente — comme le journal de l'abbé de Véry — et un journal réellement intime. Il faut d'ailleurs se débarrasser du préjugé suivant lequel un témoin bon père et bon époux mérite plus de crédit qu'un sacrilège : il existe des gens « vertueux » qui mentent, et de mauvais sujets véridiques. Enfin il convient de préférer toujours le témoin mensonger, mais qui connaît bien ce dont il parle, au témoin sincère mais ignorant. Un menteur a nécessairement l'esprit fixé sur la vérité qu'il veut cacher. Avec un peu de patience et d'expérience, on met en lumière ses contradictions. Ainsi, dans ses *Souvenirs*, J.N. Moreau, « l'honnête Moreau » des historiens, se donne comme l'inventeur en 1768, de la forme par *Entretiens* à donner aux écrits pour l'éducation des princes. Or les premiers *Entretiens* destinés au futur Louis XVI et rédigés par M. de La Vauguyon lui-même, sont datés de 1762, alors qu'il n'était pas encore question d'employer Moreau.

En conclusion, quelle que soit l'utilité, l'intérêt, la véracité d'un témoignage, il faut ne l'accepter que s'il passe victorieusement

l'épreuve du contrôle par les documents, c'est-à-dire par les pièces comptables, administratives, édits, lois, ordonnances, instructions ministérielles, et tout ce qui par sa nature même échappe aux sentiments et aux passions. C'est ce que j'ai fait dans le travail que je viens de publier, et peut-être plus encore dans un petit livre que j'ai fait, il y a dix ans, sur l'affaire de Guines.

A.F.U. — Pensez-vous que cette méthode puisse permettre de développer une école historique contre-révolutionnaire ?

P.G.C. — Je n'aime pas ce mot de contre-révolutionnaire qui rappelle l'émigration et la droite ennemie de Louis XVI. Je préfère celui d'histoire-vérité puisqu'il suppose la recherche honnête de la vérité sans parti-pris ni esprit de parti. Une histoire au service de la contre-révolution serait tout aussi fausse et tout autant une histoire de parti-pris, et en définitive tout aussi nuisible à la cause monarchique que l'histoire d'inspiration révolutionnaire à la mode en ce moment. Pensez au mal qu'ont fait à la monarchie les ridicules histoires de Louis XVI parues sous la *Restauration*, dans le genre de l'urne des *Stuarts* et des *Bourbons d'Ange Pitou*. Pensez aussi à *Henri-Robert* et à son *Louis XVI* fondé uniquement sur des fausses lettres qui lui ont certainement paru plus vraies que les vraies parce que plus conformes à l'image qu'il se faisait de « *Télémaque XVI* ».

L'histoire véridique est évidemment beaucoup plus longue et laborieuse à faire que l'autre. Il serait donc très bon qu'il se forme une école de démolisseurs de légendes. Ce serait d'ailleurs indispensable à ceux qui s'inspirent de Mairas et de la bonne philosophie en voulant connaître les biens du passé pour comprendre et comprendre pour agir.

(1) L'Education d'un Roi. Ce livre est en vente à nos bureaux. Prix 28 F. - Franco 31 F.
(2) Pierrette et Paul Girault de Coursac : Marie-Antoinette et le scandale de Guines. Paru chez Gallimard en 1962.

CAMP ROYALISTE 72

DU 16 AU 30 JUILLET

informez-vous page 2



Commandes à adresser
à la nouvelle librairie
d'Action Française
17, rue des Petits Champs
Paris 1^{er}
accompagnées de leur
montant
C.C.P. NAF 642-31

- ◆ TEE-SHIRT MONARCHIE-LIBERTES
(impression en orange sur maillot blanc) Franco 18 F
- ◆ CARNET DE CHANTS 72 Franco 3,50 F
- ◆ MINI-CASSETTE RADIOSCOPIE
Gérard Leclerc - Jacques Chancel Franco 35 F
- ◆ FICHES D'ETUDES DOCTRINALES ET TECHNIQUES
D'ACTION FRANÇAISE ...
- 1) La philosophie politique Franco 3 F
- 2) La science politique Franco 2 F
- ◆ PETIT MANUEL ROYALISTE
II^e partie
Libéralisme et jacobinisme Franco 1,50 F

réussir dans la vie ou réussir sa vie ?

L'orientation des études après le baccalauréat procède trop souvent de modes, de préjugés sociaux ou familiaux, voire de choix négatifs par le refus d'entrer dans certaines filières ou la fermeture présumée de certaines portes.

A vrai dire, l'orientation ne doit pas commencer après le bac alors que les options ont déjà été prises (enseignement long, classique, moderne ou technique), mais dès que le lycéen prend conscience de son futur rôle social. Il recherche alors un style d'études et une filière de formation qui répondent à ses goûts et à ses capacités du moment.

prendre ses responsabilités

Si les familles ont un rôle à jouer pour conseiller et aider leurs enfants, elles ne doivent imposer en aucun cas une orientation qui ne serait que l'expression de leurs ambitions ou de leurs préjugés car la mission des parents est de favoriser l'épanouissement et le développement de la personnalité de leurs enfants.

Se préoccuper le plus tôt possible de son orientation scolaire est déjà se préparer un peu au rôle futur de « citoyen actif » au niveau local, professionnel ou national, en réfléchissant à la meilleure utilisation de ses aptitudes et de ses capacités. C'est aussi une recherche personnelle fructueuse qui permet de mieux se connaître et de parvenir à un certain équilibre.

Cette recherche et cet effort devront se poursuivre bien au-delà de la seule période scolaire et universitaire pour choisir une profession qui réponde le mieux à ses désirs, pour d'éventuelles reconversions ou pour parfaire sa formation dans différents domaines : personnel, professionnel, culturel ou politique.

deux écueils

Toute orientation nécessite une étude de la situation présente et de son évolution possible afin de choisir et de donner un certain sens à sa vie professionnelle et à sa vie proprement dite. Vouloir gagner le maximum d'argent dans le minimum de temps, ou se préoccuper exclusivement de sa réussite professionnelle suppose un choix préalable. Penser et agir en vue de « changer de vie », contester le système politique actuel pour le renverser suppose aussi un choix permanent entre la satisfaction de son intérêt personnel et les nécessités d'un intérêt supérieur.

Lycéen ou étudiant, le militant (ou sympathisant) de la NAF, soucieux de son avenir professionnel et de son utilité au sein du mouvement peut être tenté par deux attitudes « extrémistes » :

— soit n'envisager qu'un « avenir militant » qui se substituerait à un avenir professionnel rejeté a priori ou ignoré par la peur ou l'impossibilité de trouver sa place dans la société actuelle, telle qu'elle est, avec ses énormes défauts et ses attraits.

— soit n'envisager qu'une brillante réussite qui pourrait servir de publicité au mouvement royaliste.

Ces deux hypothèses, qui peuvent se concevoir pour quelques individus appelés à ces rôles par leurs qualités exceptionnelles — ou en raison des nécessités du moment — présentent le danger de l'isolement et de la sclérose pour la première qui ne serait qu'un alibi, un refuge devant son échec sur le plan personnel et pour qui les structures du mouvement formeraient une sorte de contre-société idéale : l'individu s'identifie alors au mouvement.

La seconde hypothèse, séduisante, peut se révéler fort utile et nécessaire mais sa réalisation en est hasardeuse et incertaine, longue et difficile, sans compter les tentations et les risques de récupération par le système. De plus, malgré la meilleure bonne volonté, une situation sociale trop bien établie enferme le sujet dans son milieu sauf s'il est prêt, à tout moment, à tout abandonner ou s'il est maître de la situation. Mais l'attachement est humain et, l'âge aidant ainsi que la famille le légitime. Il est préférable de subvertir ceux qui sont en place et de n'utiliser que ceux qui répondront à cette hypothèse.

développer toutes ses facultés

Mieux vaut envisager une solution qui consiste à rechercher des professions qui soient utiles au mouvement — il convient en fonction de notre stratégie de conquête de l'intelligence de déterminer les secteurs à coloniser, donc de choisir les filières d'études qui peuvent y mener — et qui cependant permettent de se réaliser dans son milieu professionnel, de s'épanouir tout en assurant des moyens d'existence honorables.

La première condition est de réussir ses études, le plus vite possible, et de devenir la « tête » de sa classe, du T.D. ou d'en constituer un élément moteur. Le militant choisira si possible une carrière dans l'enseignement, par exemple l'histoire qui se dégage depuis quelques années des idéologies et s'oriente vers des recherches vraiment scientifiques et positives ; une profession dans le journalisme, la publicité et tous les moyens de communication sociale ; ou bien dans le champ encore

mal connu des relations sociales et industrielles ; dans les activités d'animation culturelle, sociale, pédagogique, dans l'industrie du « loisir », etc... Ces grandes orientations ouvrent des possibilités intéressantes qui concilient vie professionnelle réussie et activité politique proprement dite tout en permettant une combinaison des deux.

Un critère à retenir est par exemple celui du temps libre, des vacances, un autre celui des possibilités de formation continue, ou encore des activités de recherche. Le lieu de travail est aussi un facteur dont il faut tenir compte, bien que plus circonstanciel.

insertion sociale et formation continue

Parallèlement à ce choix professionnel, le futur adulte de la NAF doit, ou devrait, planifier sa vie pour les cinq ou dix ans qui suivent, aussi bien pour sa formation politique et sa culture générale ou professionnelle que pour son insertion dans différents milieux : par exemple dans une association de parents d'élèves, de quartier, dans un syndicat, un groupe culturel (ciné-club ou théâtre-club) mais aussi un club sportif ou une équipe d'alphabetisation. Pratiquement, un lycéen de 18 ans peut, et c'est un investissement rentable, préparer un diplôme de moniteur de colonie de vacances (dix jours environ à Pâques par exemple).

Mais chacun doit aussi organiser ses différentes activités pour économiser son temps — et son argent — et obtenir ainsi le maximum de temps libre. Pour ceux qui vont entrer dans la vie active et pour les plus anciens, il nous faudra utiliser au maximum les possibilités offertes par la loi sur la formation continue qui, bien comprise et utilisée à plein, permet une formation professionnelle mais aussi une formation personnelle. Le droit au congé-formation est reconnu. A nous d'en profiter voire de devenir les « formateurs » dont on a besoin pour les cinq ans à venir (50.000).

Ces choix impliquent certes des sacrifices, notamment sur le plan financier et l'acceptation d'un niveau de vie moyen, mais ils sont conciliables avec une vie familiale et professionnelle. Il sera nécessaire souvent de préférer un poste moins absorbant permettant d'autres activités qu'un emploi où vous serez liés à votre entreprise 24 heures sur 24 !

Dans le cadre de cette brève réflexion qui n'a fait qu'effleurer l'orientation universitaire et professionnelle sur le plan pratique, il n'est pas possible d'aborder le détail des filières, des écoles ou d'analyser la loi sur la formation. Mais il importe de faire comprendre aux éléments les plus dynamiques de notre mouvement l'importance des décisions qu'ils devront prendre au moment d'entrer dans l'enseignement supérieur ou après l'obtention d'un diplôme, ainsi que la compatibilité nécessaire d'une vie sociale et professionnelle en liaison directe et étroite avec le devoir du militantisme. Les moyens sont nombreux, il suffit de les rechercher, d'avoir un peu d'imagination, et de se fixer des objectifs à tous les niveaux.

Pour aider et guider, un bureau d'orientation existe. Il a pour but d'une part de recueillir les demandes et d'y répondre directement ou par l'intermédiaire de personnes compétentes ou spécialisées dans un secteur d'activité, d'autre part d'étudier et de proposer des orientations spécifiques pendant les études et pour la vie professionnelle.

Bureau d'Orientation : N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75 - Paris 1^{er}.

Patrick PLESSIS